PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU CONGO Unité * Travail * Progrès

Décret	n°	2006-541	58	ر بائم	21	août	2006
				CHE			

portant énumération des projets à réaliser au titre de la mise en application de l'Accord Cadre signé le 19 juin 2006 sur l'arrangement spécial de la coopération économique et commerciale entre le ministère du plan, de l'aménagement du territoire, de l'intégration économique et du NEPAD de la République du Congo et le ministère du commerce de la République Populaire de Chine

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution :

Vu le décret n° 2005-02 du 7 janvier 2005 portant nomination des membres du Gouvernement tel que rectifié par le décret n°2005-83 du 02 février 2005 ; Vu l'Accord Cadre sur l'arrangement spécial de la coopération économique et commerciale entre la République du Congo et la République Populaire de Chine.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

Article 1. – Sont retenus, au titre de l'application de l'Accord Cadre signé le 19 juin 2006 sur l'arrangement spécial de la coopération économique et commerciale entre la République du Congo et la République Populaire de Chine, les projets ciaprès :

- 1. Lignes attenantes à la centrale hydro électrique d'Imboulou:
- 2. Route Pointe-Noire Brazzaville ;
- 3. Route Owando Makoua Liouesso Ouesso ;
- 4. Route Obouya Boundji Okoyo Lekety frontière du Gabon :
- 5. Modernisation des infrastructures aéroportuaires de Brazzaville et d'Ollombo;

- 6. Adduction d'eau potable à Djiri ;
- 7. Logements sociaux à Brazzaville ; 🤈
- 8. Construction d'un hôpital général de 120 lits à Oyo : 🗈
- 9. Projet de couverture nationale en télécommunication.

Article 2.- Le présent décret qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, inséré au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

2006-54I

Fait à Brazzaville, les 2000

Denis SASSOU NGUESSO.

Par le Président de la République,

Le ministre du plan, de l'aménagement du territoire de l'intégration économique et du NEPAD

Pierre MOUSSA.

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

Pacifique ISSOIBEKA.